



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Objet du contrat :

Appui à l'animation régionale bretonne de l'écosystème France Rénov

Pouvoir adjudicateur :

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement du BRETAGNE**

Catégorie :

Marché public de Prestations Intellectuelles

Mode de passation :

**Appel d'offres ouvert passé conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°
et R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique.**

Forme du contrat :

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande

SOMMAIRE

PARTIE 1.....	4
DONNÉES GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 1. OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	5
ARTICLE 2. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE DU SERVICE PUBLIC DE LA RÉNOVATION DE L'HABITAT PRIVÉ.....	5
ARTICLE 3. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE DE LA RÉGION BRETAGNE.....	7
ARTICLE 4. PRINCIPES GÉNÉRAUX RÉGISSANT L'ACQUISITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	8
ARTICLE 5. LIEUX D'EXÉCUTION ET CONTEXTE DES PRESTATIONS.....	9
PARTIE 2.....	10
NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	10
ARTICLE 6. PRESTATIONS ET LIVRABLES.....	11
A) APPUI À LA DREAL POUR LA COORDINATION TERRITORIALE DE PILOTAGE DE L'ANIMATION RÉGIONALE.....	12
B) ORGANISATION ET ANIMATION DE L'ÉCOSYSTÈME RÉGIONAL.....	13
C) CAPITALISATION ET RETOURS D'EXPÉRIENCES.....	17
D) LIVRABLES.....	17
E) PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE FACULTATIVE : ANIMATION AMO COPRO.....	18
PARTIE 3.....	20
PRÉPARATION, ENCADREMENT ET ORGANISATION.....	20
ARTICLE 7. PRÉPARATION.....	20
ARTICLE 8. CORRESPONDANT PERMANENT DU TITULAIRE (CPT).....	20
ARTICLE 9. RÉUNIONS.....	20
ARTICLE 10. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	20
ARTICLE 11. PLANIFICATION ET PHASAGE DES OPÉRATIONS.....	21
ARTICLE 13. COORDINATION DES PRESTATIONS.....	21

Partie 1

Données générales du marché

Article 1. Objet du cahier des clauses techniques particulières

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations prévues à l'accord cadre à bons de commandes relatif aux prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour **l'animation du réseau France Rénov' porté par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne.**

Le réseau France Rénov' concerné par ce marché est composé d'un ensemble d'acteurs intervenant sur l'ensemble du parcours d'information, conseil et accompagnement du ménage ou de copropriétés tel que précisé dans l'article 3 du présent CCTP dans son projet de rénovation de son logement.

L'animation de ce réseau se formalise par un soutien et un accompagnement au pilotage dans l'animation des acteurs participants au service public de la rénovation de l'habitat privé.

Les objectifs visés dans les prestations à réaliser sont un renforcement des capacités de la DREAL Bretagne à mobiliser l'ensemble de l'écosystème participant au service public de la rénovation de l'Habitat afin de fluidifier le parcours des ménages et de leur offrir une bonne lisibilité des possibilités d'accompagnement auxquelles ils peuvent prétendre tout au long de la réflexion sur la réhabilitation de leurs logements, de faciliter le passage à l'action en lien avec les enjeux de rénovation des logements sur chaque territoire.

Par ailleurs, cette animation viendra mettre en relation de manière coordonnée des acteurs aux cultures professionnelles et aux interventions complémentaires et offrira un cadre aux acteurs publics pour partager les évolutions de la réglementation notamment et échanger auprès du réseau régional de la rénovation de l'habitat privé.

Il est attendu l'organisation des actions et temps d'échanges avec l'ensemble de l'écosystème sur l'ensemble du territoire régional.

Le prestataire retenu sera chargé des missions suivantes :

- **Pilotage et organisation des temps d'animation de l'éco-système France Rénov',** en fonction des besoins exprimés par la DREAL et de la feuille de route d'animation. Les formats et méthodes d'animation seront à définir en fonction des enjeux, des thématiques et des participants mobilisés.
- **Capitalisation et diffusion d'expériences relatives à la mise en œuvre du service public de la rénovation de l'habitat.**
- **Organisation, animation des différentes instances de gouvernance définies, le cas échéant, dans le cadre de la convention régionale de coordination et de coopération** entre la DREAL Bretagne et la Région Bretagne.

Article 2.Éléments de contexte du service public de la rénovation de l'habitat privé

Le service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) France Rénov' rassemble une offre de service universelle portée par l'État et les collectivités territoriales pour la rénovation

et l'amélioration de l'habitat privé. Il est un tiers de confiance pour les Français, neutre, indépendant, avec une offre socle gratuite.

France Rénov' constitue le point d'entrée unique des parcours de rénovation : il s'adresse à tous les propriétaires, quels que soient leur statut (occupant ou bailleur), leur typologie d'habitat (individuel ou collectif), leur niveau de revenus, et vise à répondre à l'ensemble des besoins de travaux (rénovation énergétique, adaptation à la perte d'autonomie, résorption de l'habitat indigne et dégradé).

Le service public couvre l'ensemble du territoire national, avec l'ambition de garantir un égal accès à un point de contact physique périodique dans chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Le service public de la rénovation de l'habitat s'incarne par :

- Une politique contractualisée entre l'Anah et les collectivités territoriales pour assurer son déploiement et son financement ;
- Une marque – France Rénov' – portée par les pouvoirs publics (Etat et collectivités) ;
- Une offre d'information, de conseil et d'orientation, assurée via trois canaux de contact avec les usagers : la plateforme digitale <https://www.france-renov.gouv.fr/> ; le numéro national 0 808 800 700 ; le réseau territorial de guichets France Rénov' (590 espaces conseil et 2 700 conseillers) ;
- Une offre d'accompagnement (Mon Accompagnateur Rénov' et autres assistances à maîtrise d'ouvrage), notamment pour les ménages s'engageant dans des rénovations d'ampleur, le traitement des passoires énergétiques ou l'adaptation à la perte d'autonomie ;
- Des aides financières, proportionnelles aux revenus des demandeurs, pour réduire le reste à charge des ménages.

L'article 164 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience à ses effets dispose que l'Anah est chargée du pilotage et de l'animation nationale du réseau de guichets d'information, de conseil et d'accompagnement (les espaces conseil France Rénov') et veille à ce que les ménages puissent bénéficier d'un service harmonisé sur l'ensemble du territoire national. Ces guichets sont mis en œuvre par les collectivités territoriales et leurs groupements.

En tant que représentants locaux de l'Anah, les Préfets sont responsables, avec l'appui des services déconcentrés (DREAL, DDT(M)) dans les territoires, de l'animation locale du service public France Rénov' tant au niveau régional que départemental.

Pour clarifier les rôles et responsabilités entre les différents acteurs et en fonction des compétences respectives, le système de contractualisation du service public de la rénovation de l'habitat repose sur deux niveaux :

- Au niveau régional, une convention de coopération et de coordination
 - signée entre le Préfet de région, l'Anah et le Conseil Régional ;
 - missions : animation des guichets ; mobilisation des filières professionnelles ; partage des outils et des données ; accompagnement financier et technique des ménages et copropriétés ;

- financement : participation de l'Anah à hauteur de 50% d'un plafond de dépenses éligibles uniquement sur le volet « animation des guichets » ;
- convention en articulation avec les schémas et programmes régionaux (COP régionale ; SRADDET ; programme régional pour l'efficacité énergétique).
- au niveau local :
 - une convention de mise en œuvre « pacte territorial France Rénov' »
 - signée par le Préfet de département, la collectivité délégataire le cas échéant et l'EPCI et/ou le Département ou à titre dérogatoire le guichet ou un syndicat ;
 - missions financées : socle obligatoire avec l'information-conseil-orientation et la dynamique territoriale (mobilisation des ménages et des professionnels, actions d'aller vers) et de façon facultative un volet accompagnement ;
 - financement : participation Anah à hauteur de 50% d'un plafond de dépenses éligibles modulé selon le nombre de résidences principales du parc privé (palier) et en fonction du nombre de projets accompagnés pour le volet facultatif accompagnement ;
 - Articulation avec les programmes locaux (programme local de l'habitat ; plan climat-air-énergie territorial).
 - une convention entre le Conseil Régional de Bretagne et les structures assurant la fonction d'Espace Conseil France Rénov' :
 - indépendante des pactes territoriaux, elle engage le Conseil Régional de Bretagne avec les structures subventionnées dans l'ancien programme SARE et assurant la fonction d'Espace Conseil France Rénov' ;
 - missions financées : missions assurées par les structures porteuses des Espaces Conseils France Rénov' dans le cadre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat, en complément des subventions dans le cadre des pactes territoriaux, ainsi que des missions supplémentaires (promotion des matériaux bio-sourcés ou issus du réemploi, d'adaptation au dérèglement climatique, ..., y compris la construction durable) ;
 - articulation avec les programmes régionaux, locaux et le pacte territorial.

La mise en place du service public France Rénov' et le déploiement de la nouvelle contractualisation constituent des évolutions majeures sur le positionnement des services déconcentrés de l'État dans les politiques locales de l'habitat.

Article 3.Éléments de contexte de la région Bretagne.

Avec une part qui représente en 2024 31 % de la consommation énergétique régionale, l'habitat constitue un des leviers mobilisables pour atteindre les objectifs fixés par la

planification écologique pour le secteur de l'habitat privé à l'échéance 2030, et les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) adopté fin 2020 (en cours de révision) : à l'horizon 2050, réduction des émissions des gaz à effet de serre de 65 % par rapport à 2012, soit une division par 4 des émissions liées au secteur du bâtiment (entre autres un objectif de rénovation annuel de 45 000 logements).

En région Bretagne, le SPRH s'inscrit notamment dans la continuité du programme CEE « service d'accompagnement à la rénovation énergétique », cofinancé par les Certificats d'économie d'énergie, les Collectivités locales et la Région, porteur associé du programme. Mis en œuvre en Bretagne sur la période 2020-2024, sous pilotage de la Région, ce programme aura permis la constitution d'un service public d'information et de conseil sur presque 100 % du territoire breton qui représente près de 120 conseiller-ères, embauché-es œuvrant en régie de collectivité, en association (notamment 8 ALEC) ou au sein de groupes d'EPCI (Pays, PETR...). Ce réseau d'acteurs organisés et son animation, en place depuis une vingtaine d'années, constituent une des forces du service public breton. L'ancrage, il y a une dizaine d'années, de la rénovation énergétique des logements aux politiques locales de l'habitat a permis l'engagement des élus locaux et l'émergence de guichets uniques de l'habitat dans les territoires, au plus proche des habitant-es, (maison du logement, espace info-habitat, etc.)

Le nouveau programme SPRH se déploie également dans la continuité d'une dynamique des territoires bretons ambitieuse avec 49 Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et des Programmes d'Intérêt Généraux (PIG) antérieurement au 31/12/2024 et qui, pour près de 28 opérations programmées généralistes, sont intégrés dès le 01/01/2025 ou au terme de leur échéance aux pactes territoriaux. Financés par l'Anah et les collectivités, ces programmes étaient pilotés par les services de l'État, les délégations locales de l'Anah et les délégataires des aides à pierre et visaient la rénovation énergétique, l'adaptation des logements au vieillissement et la lutte contre les logements dégradés.

Dans le cadre de la nouvelle contractualisation, le SPRH constitue donc le rassemblement, sous un même programme d'animation et de financement, des deux domaines pré-existants, l'un porté en Bretagne par le Conseil Régional de Bretagne dans le cadre du dispositif SARE, l'autre porté par les maîtres d'ouvrage des OPAH-PIG et des politiques territoriales plus volontaristes, et par les délégations locales de l'Anah ou les délégataires des aides à la pierre.

Article 4. Principes généraux régissant l'acquisition de prestations intellectuelles

Lorsqu'elle recourt à des conseils extérieurs, l'administration veille à respecter un certain nombre de principes et bonnes pratiques.

Dans la conduite des missions,

- le pilotage du projet ne peut être délégué à une personne extérieure à l'administration,

- les titulaires ne prennent aucune décision administrative. Ils proposent plusieurs scénarios aux administrations bénéficiaires, s'appuyant sur des informations factuelles et non orientées ;
- lors de ses interventions auprès du réseau, la qualité du prestataire doit être sans ambiguïté ;
- des comités de pilotage réguliers entre le commanditaire et le prestataire sont organisés (cadrage – points d'étape – prises de décisions) permettant une évaluation en continu de la qualité de ses prestations.

Article 5.Lieux d'exécution et contexte des prestations

Les prestations s'exécutent dans les limites administratives de **la DREAL de Bretagne**.

Les précisions afférentes aux lieux d'exécution des prestations sont indiquées à l'occasion de chaque demande de prestation par le donneur d'ordre.

La prestation visera :

- les DDT(M) et les collectivités délégataires des aides,
- les animateurs départementaux France Services,
- les maîtres d'ouvrage d'un pacte territorial,
- les accompagnateurs, Mon Accompagnateur Rénov' (MAR), Assistant à Maîtrise d'ouvrage (AMO), AMO copropriétés, etc., qui accompagnent les ménages ou les syndicats dans leur projet de travaux,
- les représentants des professionnels.

Les prestations pourront occasionnellement s'ouvrir à d'autres acteurs en fonctions des sujets et thématiques abordées.

Partie 2

Nature des prestations attendues

Article 6. Prestations et livrables

Les prestations attendues sont multiples et doivent permettre à la DREAL de Bretagne d'assurer sa mission de coordination et d'animation sur leur territoire de l'ensemble des acteurs participant au service public de la rénovation de l'habitat, en articulation avec l'animation portée par le Conseil Régional de Bretagne.

Il s'agit de mettre l'ensemble des acteurs en capacité d'imaginer et co-construire des actions concrètes sur l'ensemble des thématiques choisies par la DREAL de Bretagne ou demandées par les partenaires de leur territoire, de les pousser à agir et les challenger pour accompagner leur progression collective sur le territoire pour mener la politique publique de la rénovation de l'habitat.

Le prestataire devra témoigner de :

- Compétences méthodologiques et techniques en matière d'élaboration de feuille de route en co-construction avec les acteurs, avec la définition et la priorisation des enjeux et des actions ;
- Compétences méthodologiques et techniques en matière d'animation de réseau (facilitation, démarche participative, accompagnement d'un collectif de travail, capacités à la programmation et l'organisation d'événements) ;
- Compétences méthodologiques et techniques en matière d'organisation de réunion (mobilisation, définition d'un programme et de sa durée, rédaction d'ordre du jour, de compte rendu, valorisation des échanges et de bilans finaux, gestion du temps) ;
- Maîtrise de techniques d'animation efficaces (accompagnement au changement, animation d'un groupe en intelligence collective, animation dynamique et adaptée, maîtrise des outils en ligne, facilitation graphique) ;
- Sens de la pédagogie et de l'écoute ;
- Gestion de projet et animation de communauté de travail ;
- Connaissance dans les domaines de l'habitat privé et des appétences sur les sujets techniques (rénovation de l'habitat, audits énergétiques...).

Il est attendu du prestataire de favoriser les échanges, les retours d'expériences et l'entraide « entre pairs » pour favoriser l'émergence d'un sentiment de communauté et s'appuyer sur les acteurs de terrain. Il sera force proposition pour proposer des méthodologies d'animation en adéquation avec le public ou les thématiques.

Une vigilance particulière doit être portée à l'accompagnement pour donner toute leur place aux échanges pour favoriser l'appropriation des projets, des thématiques et susciter l'engagement des membres du réseau.

Le prestataire mobilisera l'ensemble de ses compétences méthodologiques, techniques, savoir-faire et outils pour :

- maîtriser les enjeux humains et dynamiques à l'œuvre dans une période de transformation ;
- constituer et animer la communauté du réseau aux profils variés ;
- préparer et animer des temps forts de présentation et de temps collectifs selon des formats variés et innovants.

Le prestataire devra avoir des postures à même de favoriser la cohésion d'ensemble pour :

- Impulser une dynamique transversale dans l'animation des collectivités et partenaires sur les enjeux de la rénovation de l'habitat privé,
- Accompagner la DREAL de Bretagne et ses partenaires dans l'offre d'animation en la rendant plus lisible, cohérente et aux dynamiques d'animation déployée par les partenaires et les collectivités territoriales sur le territoire régional de la DREAL,
- Outiller la DREAL et le cas échéant le Conseil régional pour faciliter les échanges et développer la coopération entre les membres,
- Mettre en œuvre des temps partagés entre les membres du réseau afin de venir en appui/soutien.

a) *Appui à la DREAL pour la coordination territoriale de pilotage de l'animation régionale*

Le prestataire devra appuyer la DREAL dans le pilotage global de l'animation de l'écosystème France Rénov' dans l'objectif de conforter par une supervision efficiente et transversale, les dynamiques des réseaux et veiller à la bonne coordination de leur animation et garantir la pertinence de la programmation des temps d'échanges prévus dans le cadre de ce marché.

- Réunions mensuelles de coordination dans le cadre du présent marché et des missions confiées :

Avec un objectif de dix (10) par an et pour une durée moyenne de deux heures, elles doivent permettre d'assurer la coordination du marché et le suivi des missions réalisées ou prévues.

Le prestataire retenu est en charge de proposer, en concertation avec la DREAL et le Conseil Régional de Bretagne a minima, une planification des réunions sur la période du marché. Il appui la DREAL dans l'organisation logistique et pour établir l'ordre du jour de la réunion (canevas type ordre du jour, compte-rendu...).

L'ordre du jour comprend a minima un point sur le marché (point financement / bon de commande, point prestation à venir, réalisé...) et le rendu des questionnaires de satisfaction des participants aux évènements réalisés.

Dans le cas de l'organisation d'une réunion physique avec des participants, il est priorisé la recherche d'une salle de réunion gratuite.

- Suivi des prestations : Le prestataire est en charge d'assurer le suivi des prestations à réaliser et réalisées. Il s'appuie pour ce faire sur un document dont il propose la forme.
- Appui au bilan de la feuille de route annuelle pour présentation au COTECH / COPIL Ambition Climat Bretagne :

Le COTECH ABC constitue la réunion technique du réseau ABC et sert à la préparation du COPIL ABC. Le COTECH et le COPIL ABC constitue l'instance décisionnelle sur laquelle s'appuie la convention régionale SPRH. Le COPIL ABC doit être consulté une fois dans l'année dans le cadre du bilan de l'année de la feuille de route SPRH.

Le prestataire appuiera la DREAL et le Conseil Régional dans la préparation du COPIL ABC (bilan de la feuille de route, proposition de support).

Il est attendu du prestataire qu'il formule des préconisations et propositions, aussi bien sur le contenu, le format de l'animation et les outils de coordination et d'animation régionale.

Le prestataire devra assurer toute autre réunion de travail nécessaire au bon déroulement des prestations.

b) Organisation et animation de l'écosystème régional

Sur la base de la feuille de route régionale et en articulation avec l'animation portée par le Conseil Régional de Bretagne vers les Espaces Conseil France Rénov', il est attendu du prestataire un appui à l'organisation et / ou l'animation de temps d'échange, webinaires et visio-conférences de format différents selon l'objet et les participants.

- Comité des partenaires (COPAR) : Réunion annuelle de l'ensemble des acteurs et partenaires au déploiement du SPRH prévue dans la convention régionale SPRH sur une journée.

Il est attendu du prestataire un appui à l'organisation logistique de l'évènement, à l'élaboration de l'évènement (format et contenu), à sa mise en œuvre et à son rendu.

Le format peut évoluer mais la priorité est donnée à la rencontre physique des partenaires entre eux et à un temps d'échange collectif. L'évènement peut être complété de temps de travail, d'échanges ou d'ateliers (ou tout autre forme d'animation jugée pertinente) avec, si nécessaire, un nombre de participants plus restreints.

Le nombre de participants au COPAR peut, selon les formats retenus, être compris approximativement entre une cinquantaine de personnes et plus d'une centaine. Ce nombre sera déterminé par la DREAL Bretagne.

Si possible, des lieux d'accueil différents d'une année à l'autre seront recherchés de manière à couvrir des départements différents.

L'animation répondra notamment à des objectifs :

- descendants : par exemple, tenant à la diffusion d'information, d'actualités, de bilan, suivi d'un temps de question (type « brèves de réseau »), de retour d'expérience, etc. ;
- ascendants : par exemple, résolution d'une problématique posée par un partenaire dans une logique de co-développement sur un sujet donné.

Une vigilance particulière sera apportée aux sujets « sensibles » pour lesquels des éléments de langage devront être préalablement recueillis par le donneur d'ordre.

Le prestataire veillera à :

- proposer un ordre du jour dont la première version parviendra à la DREAL et au Conseil Régional au moins trois (3) mois avant l'évènement. La validation de l'ordre du jour définitif reste à la main du donneur d'ordre ;
- Gérer le planning et la répartition des interventions. Il devra préparer et centraliser les présentations ;
- Suivant les sujets traités, contribuer à des synthèses permettant de dresser un panorama régional ;
- Favoriser et impulser le travail collectif et le partage d'informations au sein de la communauté de travail ;

- Rédiger une proposition d'article et transmettre les photos, les vidéos éventuelles de l'évènement et la proposition d'article à la DREAL Bretagne sous quinze (15) jours. La DREAL Bretagne se charge de la mise en ligne des éléments de communication et la transmission de ces liens aux participants ;
- Obtenir des intervenants ou rédiger un compte rendu des échanges, pour les animations en format atelier ou format restreint, dans le mois (1) suivant l'évènement, les faire valider par la DREAL de Bretagne. La communication aux participants et l'usage fait de ces compte-rendus seront discutés avec la DREAL Bretagne et le Conseil Régional de Bretagne.

Le prestataire veillera également à :

- Assurer la recherche du lieu de l'évènement, d'un traiteur ou d'un devis « frais d'accueil », le cas échéant, en adéquation avec les besoins signalés par la DREAL Bretagne. Il fera une synthèse des propositions retenues à la DREAL et le CRB au minimum cinq (5) mois avant date pour la salle, trois (3) mois avant date pour le traiteur et les frais d'accueil ;
- Proposer une solution visio ou d'enregistrement de l'évènement en fonction du format retenu deux (2) mois avant la date ;
- Assurer le lien entre la salle, le traiteur et la DREAL Bretagne, qui reste en charge du paiement des acomptes et du solde ;
- Faire le retour régulièrement à la DREAL et au Conseil Régional de l'état de l'organisation logistique de l'évènement ;
- Appuyer la DREAL et le Conseil Régional dans la recherche des contacts des participants deux (2) mois avant date. La DREAL se charge de l'envoi des invitations et de la gestion des inscriptions.

Le prestataire veillera à proposer une évaluation de la satisfaction de l'évènement d'animation. Un lien vers les questionnaires d'évaluation sera envoyé aux participants par la DREAL Bretagne. Le prestataire en assurera la synthèse et pourra faire des propositions d'amélioration de l'évènement. Les réponses aux questionnaires seront accessibles au donneur d'ordre à sa demande.

- Animation régionale des délégations départementales et des instructeurs :

Il s'agira d'organiser une réunion d'une demi-journée des DDTM de la région et réunion d'une demi-journée des services instructeurs, qu'ils soient en DDTM ou en collectivités (déléataire de type 3 et éventuellement de type 2 en fonction des organisations et des sujets).

Il est attendu du prestataire un appui à l'organisation logistique de l'évènement, y compris sa préparation (format et contenu), son animation et sa restitution.

Le format peut évoluer mais la priorité est donnée à une réunion en distanciel et à un temps d'échange collectif. Les deux évènements « DDTM » et « Services Instructeurs » seront idéalement regroupés pendant la même journée. La réunion « DDTM » doit se dérouler avant la réunion « services instructeurs », la réunion DDTM pouvant alimenter l'ordre du jour et les informations à faire passer en réunion « service instructeur ».

Les contacts des participants seront donnés par la DREAL pour les DDTM et par les DDTM pour les services instructeurs.

L'animation répondra notamment à des objectifs :

- descendants : par exemple, tenant à la diffusion d'information, d'actualités, de bilan, d'un mode de fonctionnement, de retour d'expérience, etc. ;
- ascendants : par exemple, résolution d'une problématique posée dans une logique de co-développement sur un sujet donné.

Une vigilance particulière sera apportée aux sujets « sensibles » pour lesquels des éléments de langage devront être préalablement recueillis par le donneur d'ordre.

Le prestataire veillera à :

- Organiser et suivre un sondage de date. La DREAL se chargera de transmettre ce sondage, fixer la date définitive et en informer les sondés ;
- Prendre contact avec le référent territorial de l'ANAH, la DREAL, chacune des DDTM et chacun des délégataires des aides à la pierre pour fixer la liste des sujets à évoquer à l'occasion de l'évènement et proposer un ordre du jour à la DREAL. Cette dernière se chargera de valider le contenu et le transmettre aux participants ;
- Animer l'évènement : Passage de parole, suivi du tchat, suivi de l'ordre du jour, cadencement ;
- Proposer une synthèse ou un compte-rendu.

Le prestataire veillera également à :

- Planifier l'évènement dans l'année de la notification du présent marché, l'objectif étant que le sondage de date soit transmis aux intéressés a minima un mois avant les premières dates du sondage ;
- Proposer un ordre du jour et une solution visio 10 jours avant la date des évènements ;
- Transmettre une synthèse ou un compte-rendu de l'évènement au plus tard 15 jours après la date.

Le prestataire veillera à proposer une évaluation de la satisfaction de l'évènement d'animation. Un lien vers les questionnaires d'évaluation sera envoyé aux participants par la DREAL Bretagne. Le prestataire en assurera la synthèse et pourra faire des propositions d'amélioration de l'évènement. Les réponses aux questionnaires seront accessibles au donneur d'ordre à sa demande.

- Évènements d'animation :

Il s'agira de mettre en œuvre entre deux (2) ou (3) évènements d'animation d'une demi-journée (1/2) vers une cible déterminée.

Dans ces évènements, sera prévu a minima un (1) évènement vers la cible MAR et un évènement vers la cibles AMO copro (en lien éventuellement avec l'animation « frein à la rénovation des copropriétés » - voir plus bas). L'autre évènement sera réalisé vers une cible à définir en concertation avec le donneur d'ordre et l'appui du Conseil Régional le cas échéant en fonction du contexte et du besoin ; référent départementaux France Service, syndic de copropriété, délégataire des aides à la pierre...

Le nombre de participants peut, selon les formats retenus, être compris approximativement entre une vingtaine de personnes et une cinquantaine.

Un point relatif à la lutte contre la fraude sera systématiquement prévu à l'ordre du jour des animations proposées, sauf validation contraire de la DREAL Bretagne.

Les animations proposées répondront notamment à des objectifs :

- descendants : par exemple, tenant à la diffusion d'information, d'actualités, suivi d'un temps de question (type « brèves de réseau »), etc.
- ascendants : par exemple, résolution d'une problématique posée par un membre du réseau dans une logique de co-développement sur un sujet donné.

Une vigilance particulière sera apportée aux sujets « sensibles » pour lesquels des éléments de langage devront être préalablement recueillis par le donneur d'ordre. Ces temps d'échange répondront à des enjeux de niveau régional, mais pourront être illustrés par des actions ou problématiques locales.

Le prestataire veillera à :

- Proposer au minimum six (6) mois avant la date de l'évènement ou de l'enquête, une proposition et le format du temps d'animation à la DREAL ;
- Pour chaque temps d'animation :
- Etablir un ordre du jour dont la première version parviendra à la DREAL et le conseil régional au moins trois (3) semaines avant l'évènement ;
- Gérer le planning et la répartition des interventions. Il devra préparer et centraliser les présentations. Suivant les sujets traités, contribuer à des synthèses permettant de dresser un panorama régional pour nourrir les temps d'animation et de coordination du marché ;
- Favoriser et impulser le travail collectif et le partage d'informations au sein de la communauté de travail ;
- Rédiger le compte rendu détaillé des échanges dans les quinze jours suivant l'évènement, le faire valider par la DREAL puis le diffuser aux participants et le cas échéant, le mettre à disposition dans l'espace collaboratif dédié utilisé par la DREAL de Bretagne ;
- Transmettre, le cas échéant et dans un délai d'un mois, les résultats des éventuels ateliers et des propositions d'action ou de suite à donner à ces travaux.

Le prestataire veillera à :

- Assurer la recherche du lieu de l'évènement, dans la mesure du possible mis à disposition gratuitement, d'un devis « frais d'accueil », le cas échéant, et faire une synthèse des propositions retenus à la DREAL au minimum deux (2) mois avant date pour la salle, un mois avant date pour les frais d'accueil ;
- Assurer le lien entre la salle et la DREAL Bretagne, qui reste en charge du paiement des acomptes et du solde ;
- Rechercher les contacts des participants le cas échéant et transmettre les contacts à la DREAL Bretagne ;
- Envoyer les invitations et gérer les inscriptions.

Le prestataire veillera à proposer une évaluation de la satisfaction des évènements d'animation. Un lien vers les questionnaires d'évaluation sera envoyé aux participants. Le prestataire en assurera la synthèse et pourra faire des propositions d'amélioration des temps d'animation. La synthèse des questionnaires sera transmise au donneur d'ordre. Les réponses aux questionnaires seront accessibles au donneur d'ordre à sa demande.

c) *Capitalisation et retours d'expériences*

Afin de contribuer à l'animation et à la montée en compétences de l'ensemble de l'écosystème France Rénov', le prestataire sera chargé d'identifier, d'élaborer et de partager des retours d'expériences ou de sujets pouvant faire l'objet d'un article ou fiche pratique qui pourront concerner l'ensemble du champ d'intervention de France Rénov' en lien notamment avec :

- Le contenu des pactes territoriaux : démarches d'aller vers les ménages, mobilisation des professionnels, actions de communications, etc. ;
- Des initiatives d'articulation et de coordination entre acteurs locaux ;
- L'identification et la priorisation de ces retours d'expériences sera en lien avec la feuille de route d'animation régionale et les besoins recueillis.

Un objectif d'au minimum deux retours d'expérience diffusables aux partenaires du SPRH est fixé. Ces retours d'expérience devront être présentés à la DREAL Bretagne au minimum deux (2) mois avant la fin de la première période du présent marché, ou deux (2) mois avant la fin de la période de reconduction le cas échéant.

Ils pourront être partagés le cas échéant dans l'espace collaboratif porté par la DREAL. Ces éléments pourront être également capitalisés et partagé à l'échelle nationale sous un format qui sera proposé par l'Anah.

d) *Livrables*

Prestations	Livrables attendus
a. Appui à la DREAL pour la coordination territoriale	Réunions mensuelles de coordination : <ul style="list-style-type: none">• Un calendrier prévisionnel annuel des missions confiées dans le marché• Un calendrier prévisionnel des réunions mensuelles (10 réunions)• Un tableau de suivi des prestations et un bilan du fonctionnement de l'animation (analyse des questionnaires de satisfaction, bilan des remontées / demandes / sujets identifiés des réunions / ateliers de l'année passée et proposition d'actions)• Des propositions d'ordre du jour des réunions mensuelles a minima une semaine avant date• Des compte-rendus de réunions mensuelles mis à disposition dans la semaine suivant la réunion mensuelle. COTECH / COPIL ABC : <ul style="list-style-type: none">• Proposition de support de présentation un mois avant la date du COPIL ABC
b. Organisation et animation de l'écosystème régional	COPAR : <ul style="list-style-type: none">• Des propositions de lieux (synthèse recherche + devis) cinq mois avant la date• Des propositions de traiteur (synthèse recherche + devis) trois mois avant la date• Le cas échéant si pas pris en charge par le traiteur, un devis des frais d'accueil (café, thé, consommables et viennoiseries) trois mois avant la date

	<ul style="list-style-type: none"> • Une proposition d'ordre du jour de la journée deux mois avant la date de l'évènement • Les contacts à inviter deux mois avant la date • Une solution d'enregistrement vidéo de l'évènement ou de visio en fonction du format retenu deux mois avant la date • Une proposition d'article sur le déroulé de l'évènement avec les supports de présentation, la vidéo, les photos (cf CCAP 6.4) quinze (15) jours après la date • Les relevés de décision/compte rendus des temps en format restreint (atelier, réunion restreinte) un (1) mois après la réunion <p>Évènements d'animation du réseau et des partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une proposition de cibles et de format des animations six (6) mois avant la date retenue de l'évènement ; • Un ordre du jour prévisionnel trois (3) semaines avant la date de l'évènement • Un compte-rendu de l'évènement quinze (15) jours après la date de l'évènement, avec les supports de présentation • Dans un délai d'un (1) mois, conclusions des éventuels ateliers mis en œuvre et proposition de suite / d'actions à mettre en œuvre au regard de ces conclusions <p>Évènements d'animation des DDTM et des services instructeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sondage de date a minima un mois avant les premières dates du sondage ; • Proposition d'ordre du jour et une solution visio 10 jours avant la date des évènements ; • Transmission d'une synthèse ou d'un compte-rendu de l'évènement au plus tard 15 jours après la date.
c. capitalisation et retours d'expériences	Les retours d'expériences (objectif 2 par période de marché) dans un format type à diffuser au minimum deux (2) mois avant la fin de la première période du marché ou la fin de sa reconduction annuelle.

e) *Prestation supplémentaire facultative : Animation AMO copro*

Outre les prestations définies précédemment, le maître d'ouvrage peut solliciter la réalisation d'une prestation complémentaire.

Le besoin régional a ainsi identifié une prestation éventuelle concernant les structures pouvant assurer, dans le diffus, l'accompagnement des copropriétés (AMO Copro « diffus »). En effet, il est identifié un manque d'AMO copro du secteur privé ou semi-

privé capables ou intéressés pour prendre le relai des Espaces Conseils France Rénov' dans l'accompagnement des copropriétés une fois les phases d'informations, conseils et d'orientations et, éventuellement, de pré-accompagnement menées à terme. Par ailleurs, le nombre de pactes territoriaux prévoyant des objectifs d'accompagnement des copropriétés est très faible au regard du nombre de copropriétés sur le territoire, alors même que le budget national et régional dédié à l'aide à la rénovation des copropriétés en Bretagne est en hausse.

Le cas échéant, le prestataire aura pu présenter dans son offre une prestation d'animation afin d'identifier les freins rencontrés à la prise en charge d'un accompagnement AMO, au sens des aides de l'ANAH, des copropriétés dans un projet de rénovation et, éventuellement, les mesures envisageables pour augmenter le nombre d'accompagnement dans le secteur diffus, en fonction des acteurs intervenant dans la rénovation énergétique des copropriétés, ou susceptibles de s'orienter vers des prestations de l'AMO copro.

Dans ce cadre, une attention particulière serait portée sur les sujets suivants :

- articulations envisageables entre l'ICO, la DT et le pré-accompagnement dans les pactes et l'accompagnement AMO copro par une structure privé dans le diffus ;
- articulations envisageables entre l'accompagnement copro dans les pactes et l'accompagnement dans le diffus ;
- cible petites copropriétés : Intérêt pour l'accompagnement de cette cible pour les structures privés ? Freins ?
- repérage des copropriétés susceptibles d'être intéressées par les structures privé
Comment s'y prendre ?

Le cadre du mémoire technique présente alors la méthode suivie et le bordereau de prix unitaire chiffre cette prestation forfaitaire visant à répondre au besoin identifié en région autour de l'accompagnement AMO copro dans le diffus.

Partie 3

Préparation, encadrement et organisation

Article 7. Préparation

Durant la phase préparatoire, le titulaire et le donneur d'ordre élaborent une programmation destinée à anticiper et planifier le recueil des contenus utiles.

Le correspondant permanent du titulaire intervient en qualité de chef de projet.

Article 8. Correspondant permanent du titulaire (CPT)

Se reporter au paragraphe 3.2 du CCAP Représentant du titulaire p 5/30.

Article 9. Réunions

Une réunion de lancement sera organisée trente (30) jours après la notification du marché. La DREAL mettra à la disposition du prestataire l'ensemble des documents et ressources nécessaires.

Un comité de pilotage sera mis en place tout au long du marché pour coordonner les actions à mener et identifier les plannings prévisionnels d'intervention. Ces réunions ont lieu autant que de besoin, et sont comprises dans l'offre du prestataire.

Les réunions préparatoires se feront, dans la mesure du possible, par audioconférence et/ou visio. Afin de préparer ces réunions, le prestataire sera chargé de transmettre au plus tard une semaine avant les dates de réunions l'ensemble des documents de travail.

Il est attendu du prestataire une capacité de mobilisation pour répondre au besoin de la DREAL de Bretagne.

Article 10. Informations complémentaires

Le donneur d'ordre délivre au titulaire toute information de nature à avoir une incidence temporaire ou permanente sur l'organisation et l'exécution, en tout ou partie, de la prestation.

Article 11. Planification et phasage des opérations

Le donneur d'ordre communique au titulaire :

- Concernant le calendrier des actions envisagées : Les impératifs particuliers à respecter (ex : COPAR) ;
- Les échéances attendues des livrables.

Le prestataire retenu communique quant à lui au donneur d'ordre, dans le mois suivant la notification du marché :

- Le calendrier prévisionnel des opérations confiées par le donneur d'ordre (en lien avec les impératifs signalés par le donneur d'ordre) ;
- Les séquences des temps de préparation envisagées.

La planification complète et détaillée des opérations, conformément aux prescriptions du bon de commande, incombe au titulaire qui est tenu de la communiquer au donneur d'ordre.

En concertation avec le titulaire, le donneur d'ordre se réserve le droit d'apporter toutes modifications.

Article 13. Coordination des prestations

La coordination des prestations est assurée par le responsable permanent du titulaire, tel que défini par l'article 8 ci-dessus.

Le titulaire peut avoir à intervenir en même temps que d'autres prestataires de la DREAL ou du Conseil régional. Il doit, en conséquence, coordonner son action et travailler en bonne intelligence avec ces derniers.